

COMMUNE DE SAINT-REMY**Canton de PERONNAS****Département de l'Ain****EXTRAIT****DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Nombre de membres : L'an deux mil dix huit
 en exercice : 14 le : 7 juin à 20 H 00
 présents : 12 le Conseil Municipal de Saint-Rémy
 Votants : 12 + 1 dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie
 sous la présidence de Madame DUSONCHET Martine Maire
 Date de convocation : 31 mai 2018

N° 20186C

Présents : M DUSONCHET – P GONNET – JL TOURNIER – G GIRARD - JM CHEVAT
 - J REVOL – S JACKOWSKI - C GENTON – A DANANCHER- J MICHAUD – M
 JANAUDY – L MOREL

Excusés : M POUPON a donné un pouvoir de vote

Absents : I GUILLEMAUD

Secrétaires de séance : G GIRARD

Objet : Révision allégée du P L U

Madame le Maire rappelle que suite à l'abandon du projet de déviation de la RD 936 par le Département, la parcelle 969 d'environ 5000 m² située au cœur de la zone d'activité du Pelouset et réservée pour ce projet, n'a donc plus de raison d'être maintenue en terrain inconstructible. Par ailleurs, la zone d'activité artisanale actuelle ne dispose plus de disponibilité, il apparaît donc intéressant d'étendre cette zone d'activité à la parcelle 969, afin d'offrir de nouveau sur la commune des capacités de développement pour les activités artisanales. Ainsi, il est apparu nécessaire de mettre en œuvre une procédure d'évolution du Plan Local d'Urbanisme. En effet, le zonage du Plan Local d'Urbanisme actuel qui inscrit ces terrains en zone Agricole (A) ne permet pas l'implantation de ce type d'activité.

Dans la mesure où ces évolutions ne remettent pas en cause le PADD, mais entraînent la réduction d'une zone Agricole, Madame le Maire rappelle que le conseil municipal, dans sa séance du 29 mars 2018, a décidé de prescrire une révision avec examen conjoint (ou « révision allégée ») telle que prévue dans le cadre de l'article L153-34 du code de l'urbanisme.

Madame le Maire présente le dossier et en particulier l'additif au rapport de présentation qui explique les évolutions apportées au plan de zonage.

Elle rappelle que ce dossier est soumis à concertation selon les articles L103-2 et L103-6 du code de l'urbanisme, et que celle-ci a été organisée selon les modalités définies par le conseil municipal lors de sa séance du 29 mars 2018, à savoir :

- La mise à disposition du public d'un dossier présentant l'étude à la Mairie de SAINT RÉMY, accompagné d'un registre destiné à recueillir toute observation du public,

- La mise en œuvre d'une information sur le site internet de la commune
- La mise en place d'une affiche A3 sur les panneaux d'information communale.

Elle indique qu'une seule personne a consigné une remarque dans le registre indiquant qu'elle ne voyait pas d'objection à cette évolution du zonage. Elle propose au conseil municipal d'arrêter le dossier de révision avec examen conjoint du PLU.

Ce dossier sera ensuite envoyé à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale pour avis sur l'évaluation environnementale du projet et fera l'objet d'une réunion d'examen conjoint à laquelle seront conviées les différentes personnes publiques associées tel que décrit dans le code de l'urbanisme. Il sera ensuite soumis à enquête publique avant de pouvoir faire l'objet d'une approbation par le conseil municipal.

Le Conseil Municipal,

TIRE le bilan de la concertation qui s'est déroulé selon les modalités prévues par la délibération du conseil municipal. Il constate qu'une seule remarque a été consignée dans le registre laissé en Mairie et qu'il ne s'est pas exprimé d'objection au projet de révision allégée,

VU le code de l'urbanisme et en particulier ses articles L153-14 et suivants et R153-3 à R153-7, ainsi que l'article L153-34,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 25 avril 2013 qui a approuvé la révision du PLU,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 29 mars 2018 prescrivant la révision allégée du PLU, définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de concertation,

Considérant que le dossier présenté répond aux objectifs de la révision allégée tels qu'ils ont été définis au moment de la prescription.

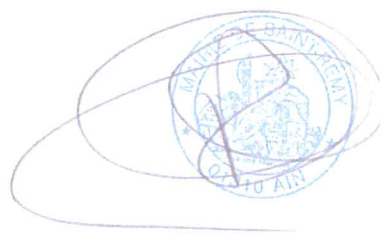
Entendu l'exposé de Madame le Maire :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- **PREND ACTE** du bilan de la concertation en constatant que le projet n'a fait l'objet d'aucune opposition au cours de son étude,
- **ARRETE** le projet de révision allégée du PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération, conformément aux dispositions de l'article L153-14 du Code de l'urbanisme,
- **AUTORISE** Madame le Maire à entreprendre toutes les démarches nécessaires pour poursuivre la procédure et à signer tout document se rapportant à ses décisions,
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un délai d'un mois et sera transmise en préfecture.

Le Maire,

M.DUSONCHET.



Fait et délibéré en séance aux jours, mois et an susdits

Ont signé au registre tous les membres présents.

Copie certifiée conforme.

Le 12 juin 2018

